



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 JUILLET 2023

DELIBERATION N° 2023-084-DC

Le six juillet deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Madame Sylvie PRISSET, 1^{ère} Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-neuf juin deux mille vingt-trois et sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE sauf 065 Présidence donnée à Sylvie PRISSET et 066 Présidence donnée à Michel PATTEE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (sauf 066), Michel PATTEE (sauf 067), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE (sauf 067), Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND (sauf 065), Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 057 à 077), Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Gilles TALLUAU (sauf 065)

Conseillers, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 057 à 082), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (de 057 à 082), Gilles BARDIN, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Éric POEHR, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY
Laurent FERTE, suppléant Alain BOURDIN

Absent (s) / Excusé(s) :

Éric MOUSSERION, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Benoît LEDOUX, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFBVRE, François BREE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Eric MOUSSERION à Rodolphe MIRANDE, Sandrine LION à Béatrice BERTRAND (de 078 à 088), Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Jacqueline TARDIVEL à Laurent NIVELLE (sauf 065), Sylvie BEILLARD à Eric TOURON (de 083 à 088), Jean-François MIGLIERINA à Armelle PONCET (sauf 065), Myriam de CARCADAREC à Pierre de BOUTRAY, Bruno CHEPTOU à Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, François BREE à Éric POEHR (sauf 065), Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE (sauf 065), Marc-Antoine NERON à Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE (sauf 067), Géraldine LE COZ à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 065), Christophe CARDET à Sophie TUBIANA, Bernard CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Sylvie PRISSET

| | DC 057 à 064 | DC 065 | DC 066 | DC 067 | DC 068 à 077 | DC 078 à 082 | DC 083 à 084 | DC 085 à 088 |
|---------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Membres en exercice | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 | 81 |
| Quorum | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 | 41 |
| Présents | 51 | 48 | 49 | 49 | 51 | 50 | 48 | 47 |
| Absents - Excusés | 30 | 33 | 32 | 32 | 30 | 31 | 33 | 34 |
| Pouvoirs | 17 | 12 | 16 | 16 | 17 | 18 | 19 | 18 |
| Votants | 68 | 60 | 65 | 65 | 68 | 68 | 67 | 65 |

RÉSEAU DE MOBILITÉS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CONTRAT « OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC » POUR L'EXPLOITATION ET LA GESTION DU SERVICE D'AUTOPARTAGE

La Communauté d'Agglomération s'attache à développer des alternatives à la dépendance automobile. L'autopartage est un des outils au service d'une mobilité intelligente, respectueuse de l'environnement et réaliste en milieu rural.

Le service d'autopartage en boucle est une action prévue au schéma de développement des mobilités adopté en juin 2021.

Ce service d'autopartage contribuant à la découverte de ces véhicules sera proposé aux habitants du Saumurois comme une alternative à la possession d'une deuxième voiture pour répondre aux besoins occasionnels de mobilité individuelle.

Pour faciliter l'intermodalité, les véhicules proposés proche d'un moyen de transport permettront aux usagers de terminer le dernier kilomètre avec un véhicule électrique.

Le parc se composera de 6 véhicules au lancement du service. L'Agglomération proposera des véhicules 100% électriques. Ils seront implantés sur des bornes du SIEML sur les communes pôles afin de garantir un maillage territorial cohérent :

- 2 véhicules sur la ville de Saumur ;
- 1 véhicule sur la ville de Longué-Jumelles ;
- 1 véhicule sur la ville de Gennes-Val-de-Loire (les Rosiers-sur-Loire) ;
- 1 véhicule sur la ville de Doué en Anjou ;
- 1 véhicule sur la ville de Montreuil-Bellay.

Pour mettre en œuvre ce service, la Communauté d'Agglomération souhaite s'appuyer par la SPL Alter Public dont la collectivité est actionnaire par délibération n°2010-073DC en date du 24 juin 2010.

En application de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions, les procédures de publicité et de mise en concurrence peuvent être écartées.

La délibération 2018-013 DB en date du 25 janvier 2018 fixe les règles du contrôle analogue que la Communauté d'Agglomération exerce sur la SPL Alter Public identique à l'image de celui qu'elle exerce sur ses propres services.

Compte-tenu du statut de Société Publique Locale ALTER PUBLIC, le présent projet de contrat serait conclu dans le cadre de prestations intégrées de quasi-régie ne nécessitant pas la mise en œuvre d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, conformément, aux dispositions de l'article L 2511-1 du Code de la commande publique.

L'autopartage, au sens du projet de contrat conclu entre l'Agglomération et Alter Public, est conforme à la définition qu'en donne l'article L. 1231-14 du Code des transports :

« L'activité d'autopartage est la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

Au vu des éléments cités ci-dessus, le projet de contrat aura pour objet de définir les conditions dans lesquelles Alter Public, assurera les prestations suivantes pour garantir la mise en œuvre du service d'autopartage :

- L'accueil des usagers (renseignements, réclamations, ...)
- La mise en place technique du service d'autopartage (implantation station, mise en place du système d'autopartage, ...)
- L'exploitation et la gestion du service d'autopartage (assurance, entretien, gestions des réparations et des pannes, traitement des contraventions, signalement en cas de dysfonctionnements des bornes)
- La mise en place d'animation lors des événements proposés par l'AOM,
- Le suivi et l'évaluation du service.

La rémunération forfaitaire annuelle et les documents contractuels ont été établis selon les principes et les objectifs cités ci-dessus.

Le projet de contrat sera conclu pour une période initiale d'un an. Il prendra effet au 1^{er} septembre 2023. Il sera reconduit de façon tacite jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction sera fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction sera d'un an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, sera de 4 ans soit jusqu'au 31 août 2027.

En contrepartie de la mission qui lui sera confiée, Alter Public percevra une rémunération forfaitaire annuelle versée par l'Agglomération Saumur Val de Loire.

L'Agglomération Saumur Val de Loire reste propriétaire des recettes commerciales de l'offre d'autopartage.

La rémunération forfaitaire annuelle sera ajustable annuellement, pour chaque période de reconduction éventuelle, en fonction de l'évolution de la mission confiée à Alter Public : modification du nombre de stations d'autopartage, du nombre de voitures mises à disposition, ...

Alter Public fera parvenir à l'agglomération son nouveau montant de la rémunération forfaitaire annuelle pour l'année N+1 accompagné du compte d'exploitation, 3 mois avant la date de reconduction du contrat.

Ce montant donnera lieu à négociation, lors d'une réunion avec l'agglomération avant la reconduction éventuelle du contrat.

L'agglomération versera une rémunération par acompte (25% en novembre, 25 % février, 25 % en mai, 20 % en août et le solde après réception du bilan financier au plus tard le 30 septembre de l'années n +1).

Le montant de la rémunération forfaitaire pour l'année 1 (montant fixe) et à titre d'indication pour les années suivantes, est décomposé comme suit :

| En HT | Montant fixe | Montant estimatif | | | |
|--------------------------------------|---|-------------------|------------|------------|--|
| | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | |
| Charges exploitation | 10 208€ | 10 766,40€ | 11 127,33€ | 11 490,83€ | |
| Charges de gestion | 10 000€ | 10 200€ | 10 404€ | 10 612,08€ | |
| Charges d'installation technologique | 6 936€ | 4 626,72€ | 4 719,25€ | 4 813,64€ | |
| Charges de communication | 3 900€ | 500€ | 500€ | 500€ | |
| Total | 31 044€ | 26 093,12€ | 26 750,58€ | 27 416,55€ | |
| | 5 séances de Démonstration promotion = 0€ | | | | |

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'article 16 de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 qui stipule que la présente ordonnance n'est pas applicable aux contrats de concession attribués par un pouvoir adjudicateur, y compris lorsqu'il agit en qualité d'entité adjudicatrice, à une personne morale de droit public ou de droit privé lorsque les conditions suivantes sont réunies : 1° Le pouvoir adjudicateur exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services ; 2° La personne morale contrôlée réalise plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle ou par d'autres personnes morales qu'il contrôle.

Vu l'avis favorable de la Commission « Mobilités » des 11 mai 2023 et 8 juin 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le contrat de service public et ses annexes (9 annexes) pour l'exploitation et la gestion du service d'autopartage à compter du 1^{er} septembre 2023 pour une durée de 4 ans, par période d'un an renouvelable et pour les montants suivants (en HT) :

| En HT | Montant fixe | Montant estimatif | | | |
|-------|--------------|-------------------|------------|------------|--|
| | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | |
| Total | 31 044€ | 26 093,12€ | 26 750,58€ | 27 416,55€ | |

D'ATTRIBUER directement le contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du service d'autopartage de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à la SPL Alter Public ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer le ou les documents à intervenir.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 67

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »